

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C.C.T.P)

MORBIHAN HABITAT
6, avenue Edgar Degas
CS 62291
56008 VANNES Cedex



CCTP n°25S0174

COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

**Travaux de rénovation énergétique et amélioration de 3 logements collectifs
et la création d'un nouveau logement**

Résidence de l'Ancienne Ecole

A LOCMARIA – Belle Ile

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA MISSION	3
ARTICLE 2 - CADRE JURIDIQUE.....	3
ARTICLE 3 - responsable technique.....	3
ARTICLE 4 - MISSION EN PHASE CONCEPTION	3
3. 1 - Tâches à exécuter	3
3. 2 - Fin de la mission en phase de conception	4
ARTICLE 5 - MISSION EN PHASE REALISATION.....	4
4. 1 - Objectifs.....	4
4. 2 - Tâches à exécuter	5
4. 3 - Fin de la mission en phase réalisation	6
ARTICLE 6 - MOYENS ET AUTORITE CONCEDES.....	6

ARTICLE 1 - OBJET DE LA MISSION

La présente mission a pour objet d'assister le Maître d'ouvrage pour l'organisation de la coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (mission SPS) sur les chantiers de MORBIHAN HABITAT (phase conception et phase réalisation), selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment celles énoncées par le Code du Travail.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), fixe les conditions particulières de cette mission.

ARTICLE 2 - CADRE JURIDIQUE

Le maître d'ouvrage est assujéti aux dispositions règlementaires et législatives en vigueur à la date d'exécution et notamment :

- le Code du Travail en vigueur (loi 2008.67 du 21 janvier 2008 et décret 2008.24 du 7 mars 2008), et plus généralement l'ensemble des décrets pris par application des règles définies par le Code du Travail.

Les interventions du coordonnateur en matière de sécurité, de protection de la santé et du respect des règles de prévention ne peuvent modifier la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux acteurs de l'opération en application des dispositions du Code du Travail.

Cette mission ne se substitue, en aucune manière, aux contrôles de l'Administration, préalables ou *a posteriori*, notamment aux contrôles de l'Inspection du Travail ou de la Sécurité Sociale.

ARTICLE 3 - RESPONSABLE TECHNIQUE

Tout changement de la personne physique mentionnée à l'acte d'engagement du présent marché, chargée de l'exécution de la mission de SPS, devra faire l'objet immédiatement d'un accord préalable du maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 - MISSION EN PHASE CONCEPTION

3. 1 - Tâches à exécuter

- Compléter la déclaration préalable, la transmettre au Maître de l'ouvrage ainsi qu'aux administrations concernées.
- Participer aux réunions de conception, d'étude et d'élaboration du projet : aux fins précisées aux articles L.4121-2 et L.4532-1.
- Vérifier les dispositions prévues par la maîtrise d'oeuvre pour exécuter les VRD initiaux (articles R.4533-1 et suivants).
- Utiliser des moyens dont il dispose pour que les principes généraux de prévention définis aux articles L.4121-2 et L.4111-6, L.4311-1, L.4321-2, L.4411-1, L.4411-6 soient effectivement pris en compte lors de la conception pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage (R.4532-95, R.4532-96 et R.4211-3, R.4211-4, R.4211-5), notamment sur les techniques d'entretien et les procédures de maintenance.
- Elaborer le plan général de coordination (article L.4532-8).
- L'élaboration par le coordonnateur SPS du Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur le chantier (DHOL).

- Constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (articles L.4532-16 et R.4532-95, R.4532-96).
- Ouvrir le registre journal de la coordination (R.4532-38, R.4532-39, R.4532-40, R.4532-41).
- Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques et vérification de la prise en compte dans les pièces écrites de leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.
- Décrire les dispositions susceptibles d'être adoptées afin de limiter l'accès au chantier aux seules personnes autorisées.
- Participer aux réunions aux phases conception

3. 2 - Fin de la mission en phase de conception

La « mission en phase conception » sera considérée comme terminée lorsque toutes les tâches définies au chapitre précédent seront réalisées et si le Maître d'ouvrage, le Maître d'oeuvre ont reçu et accepté le dossier de fin de « mission en phase conception » (P.G.C.S.P.S.) ; à cet effet, ceux-ci disposeront d'un délai de 15 jours après réception du dossier pour faire part de leurs éventuelles observations.

ARTICLE 5 - MISSION EN PHASE REALISATION

4. 1 - Objectifs

- Veiller à la mise en oeuvre des principes généraux de prévention mentionnés à l'article L.4121-2.
- Faire appliquer les consignes préconisées en phase de conception.
- Prendre en compte les risques résultants de l'interférence des interventions pouvant être conduites simultanément par plusieurs Maîtres d'ouvrages sur un même site.
- Impliquer chaque entreprise intervenant sur l'ouvrage à participer à la sécurité collective notamment en leur transmettant des informations et des consignes, en organisant leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- S'assurer de l'application des dispositions prises pour limiter l'accès au chantier aux seules personnes autorisées.
- Rassembler dans un dossier toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels pour des interventions ultérieures, d'entretien ou de maintenance, voire pour d'éventuelles modifications de l'ouvrage (R.4532-95, R.4532-96 et R.4211-3, R.4211-4, R.4211-5).

4. 2 - Tâches à exécuter

(relevant plus particulièrement des articles R.4532-11, R.4532-12, R.4532-13, R.4532-14, R.4532-15, R.4532-16 et R.4532-38, R.4532-39, R.4532-40, R.4532-41 du Code du travail).

- Organiser entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leur activités simultanées ou successives, les modalités de l'utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle notamment l'échange entre elles de consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :
 - Les consignes à observer ou à transmettre
 - Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération ; cette inspection commune a lieu avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger.
- S'assurer avant l'intervention des entreprises que le chantier répond aux exigences des dispositions relatives aux VRD (article R.4533-2, R.4533-3, R.4533-4, R.4533-5, R.4533-6, R.4533-7).
- Mettre en oeuvre, pour gérer les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé, les moyens nécessaires :
- afin d'une part, de se les faire remettre le cas échéant, et les diffuser,
- d'autre part, pour veiller au respect des consignes et dispositions qui y sont arrêtées.
- L'élaboration par le coordonnateur SPS du Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur le chantier (DHOL) -inspection commune et annexe du PPSPS de chaque entreprise concernée
- Mettre à jour et adapter le plan général de coordination et organiser les moyens nécessaires à sa mise en application.
- Apporter ou faire apporter, en tant que de besoin, des compléments au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage et le remettre au maître d'ouvrage en 3 exemplaires papier et un exemplaire informatique.
- Prendre en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier le cas échéant (article R.4532-12-4°).
- Définir la liste des personnes autorisées, par catégorie et dans la mesure du possible nominativement, à accéder au chantier et organiser la mise en place des dispositions nécessaires au contrôle de l'accès au chantier.
- Veiller à l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
- Consigner sur le registre journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération, des événements ou éléments définis à l'article R.4532-38, R.4532-39, R.4532-40, R.4532-41 du Code du travail,

et d'en informer le Maître d'ouvrage (le registre journal sera conservé par le coordonnateur de la phase réalisation pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage).

- Participer aux réunions de chantier et autres sur convocation, ou selon les besoins pressentis du coordonnateur avec ordre du jour en tant que de besoin.
- Assurer une présence et intervenir sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Diffuser aux différents intervenants toutes informations et tous documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la présente mission (notamment ceux signalés aux articles R.4532-58, R.4532-59 et R.4532-94).
- Participer aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien etc...
- Se tenir informé des réserves éventuelles formulées au cours des visites de réception.
- Programmer et organiser si nécessaire la coordination sur la sécurité des travaux concernant les ouvrages ayant fait l'objet de réserves et liés à sa mission pendant la période de parachèvement.
- Produire un dossier de fin de « mission en phase réalisation » (DIUO) complétant celui de fin de « mission en phase conception » (P.G.C.S.P.S.), et rassemblant tous les documents élaborés et mis à jour au cours des phases de coordination. Trois exemplaires seront remis au Maître d'ouvrage et un exemplaire au Maître d'oeuvre.

Dans le cas de la réalisation de logements en location accession, le Coordonnateur devra assurer l'accompagnement des futurs accédants lors de la visite des logements qui leur sont destinés.

4. 3 - Fin de la mission en phase réalisation

La « mission en phase réalisation » sera considérée comme terminée lorsque toutes les tâches définies au présent chapitre seront réalisées, les ouvrages réceptionnés, les réserves éventuelles relatives aux dispositions d'intervention ultérieure sur l'ouvrage et les réserves nécessitant une coordination en matière de sécurité, levées et lorsque le Maître d'ouvrage et le Maître d'oeuvre auront reçu et accepté le dossier de fin de « mission en phase réalisation » (le P.G.C.S.P.S. + DIUO), à cet effet, ceux-ci disposeront d'un délai de quinze jours après réception du dossier pour faire part de leurs éventuelles observations.

ARTICLE 6 - MOYENS ET AUTORITE CONCEDES

- 1 - Il devra se faire communiquer tout document technique nécessaire au bon déroulement de sa mission par les différents intervenants concernés (entreprises, bureaux de contrôle technique, Maître d'oeuvre, etc...).
- 2 - Il formulera ses observations et recueillera les avis et propositions des autres intervenants sur toute disposition susceptible de modifier la conception architecturale, les techniques de construction, ou l'équilibre financier de l'opération.
- 3 - Il rendra compte du résultat de ses investigations au Maître d'ouvrage qui les acceptera ou adoptera des mesures d'une efficacité au moins équivalente (R.4532-6, R.4532-7, R.4532-8, R.4532-9).
- 4 - Il fera part au Maître d'oeuvre des mesures retenues et veillera avec le Maître de l'ouvrage à ce que celui-ci les fasse appliquer.

- 5 - En cas de difficultés dans l'application des mesures retenues, il en fera part immédiatement au Maître d'ouvrage qui prendra les dispositions adéquates.
- 6 - Que le coordonnateur soit désigné expressément comme représentant légal du Maître d'ouvrage, ou en l'absence de ce représentant légal, il est autorisé, en cas de danger imminent et grave, à prendre les dispositions d'urgence qui s'imposeront, voire à faire arrêter et évacuer le chantier si nécessaire. Toute décision d'urgence, qu'il aura été amené à prendre fera l'objet d'un rapport justificatif circonstancié qu'il adressera au Maître d'ouvrage dans les deux jours qui suivront sa décision.
- 7 - En dehors des cas d'urgence ci-dessus, le coordonnateur aura tout pouvoir du Maître d'ouvrage pour faire appliquer les clauses prévues aux marchés, concernant le « Plan Général de Coordination » et les « Plans Particuliers de Sécurité et Santé » objets de sa mission directement ou indirectement.
- 8 - Il aura souscrit toutes polices d'assurances nécessaires à une bonne couverture de sa mission, responsabilité de Droit Commun et éventuellement pour couvrir les risques prévus à l'article 1792 du Code Civil, s'il assume la représentation légale du Maître d'ouvrage pour l'ensemble de l'opération.
- 9 - En cas de congés ou d'absence, il sera remplacé par un suppléant nommément désigné dans le contrat et disposant de compétences au moins équivalentes, des mêmes moyens et autorité, de la même couverture d'assurances et auquel il aura transmis régulièrement toutes les informations et documents nécessaires à une bonne exécution de sa mission.